

**Comité social d'administration du Haut-Rhin  
jeudi 04 septembre 2025**

**DÉCLARATION LIMINAIRE**

Monsieur l'Inspecteur d'académie, mesdames et messieurs les membres du CSA du Haut-Rhin.

En cette rentrée scolaire 2025, la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques Alsace souhaite d'abord saluer l'engagement indéfectible de tous les personnels, qu'ils soient enseignants, enseignantes, directeurs, directrices, personnels de direction, de vie scolaire, AESH, personnels administratifs. Une fois de plus, c'est nous qui, par notre professionnalisme et notre engagement, avons rendu possible une rentrée scolaire presque apaisée pour nos élèves, dans un contexte toujours tendu.

L'École tient car nous tenons !

La situation dans nos écoles reste préoccupante : postes non pourvus, affectations tardives, poste de direction à pourvoir à la rentrée, équipe de circonscriptions incomplètes... Les dysfonctionnements que nous dénonçons depuis plusieurs années persistent, et les réponses apportées ne sont pas à la hauteur des enjeux. Les directeurs et directrices, en particulier, continuent de porter une charge administrative et organisationnelle démesurée, sans soutien humain suffisant. La réduction drastique des recrutements de services civiques va encore mettre plus en difficultés les écoles.

Dans les établissements du 2nd degré, le constat est tout aussi inquiétant : manque de personnels enseignants mais aussi de vie scolaire, personnels administratifs et de santé. De nombreuses classes n'ont toujours pas de professeurs principaux faute de candidats. L'autonomie des établissements est réduite à peau de chagrin avec des marges quasi inexistantes et l'impossibilité pour les chefs d'établissements de reconnaître l'engagement des personnels. Les réformes continues, inefficaces et chronophages alourdissent encore la charge de travail des personnels.

L'inclusion scolaire demeure elle aussi sous tension. De nombreux élèves en

situation de handicap ne sont pas accompagnés comme ils le devraient. Nos collègues AESH méritent une plus grande reconnaissance. Cela passe par une meilleure rémunération et l'obtention d'un statut de fonctionnaire de catégorie B. Il est temps d'aller au-delà des discours et de donner à l'école inclusive les moyens qu'elle mérite.

Pour la CFDT, l'application de la loi Darmanin et de la circulaire Retailleau (qui abroge la circulaire Valls de 2012) entraîne une atteinte au droit à la scolarisation et impacte la vie de nos élèves et de leurs familles. Cette dérive xénophobe heurte nos valeurs fondamentales qui sont également celles de l'École publique.

Nous le rappelons avec force : l'école est un droit pour tous les enfants, sans distinction d'origine ni de situation administrative. La CFDT demande que l'Éducation nationale garantisse cet accueil inconditionnel, qu'aucun élève ne soit privé de son droit à l'éducation.

Cette rentrée s'inscrit dans un contexte socio-économique particulièrement tendu. Les annonces estivales de François Bayrou concernant les nouveaux efforts à fournir ne passent pas. La CFDT n'accepte pas ces décisions qui font payer encore une fois les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les retraité·es et les malades.

Dans la fonction publique et plus particulièrement dans notre ministère, la suppression de deux jours fériés, les coupes dans les budgets, le gel des prestations sociales et celui des salaires sont autant de mesures aussi brutales que profondément injustes.

La CFDT rappelle que revaloriser les carrières, améliorer les conditions de travail et rendre les métiers attractifs ne peuvent pas se faire à moyens constants ou en alourdissant encore la charge des personnels. Le partage de la valeur et des richesses, la revalorisation des salaires et l'égalité entre les femmes et les hommes sont indispensables. La construction d'un tout autre budget porteur d'espoir, de justice sociale et de justice fiscale est impérative.

Face à cette situation, la CFDT, aux côtés d'autres organisations syndicales, appelle les personnels à se mobiliser massivement le **18 septembre 2025**.

Notre engagement syndical reste constant : porter la voix des personnels, défendre un service public d'éducation juste et de qualité pour toutes et tous, construire des propositions concrètes pour améliorer le quotidien de nos écoles. La CFDT sera comme toujours vigilante, déterminée et force de propositions.

Pour terminer, nous tenons à avoir une pensée pour notre collègue Caroline Grandjean, directrice d'école, dans le Cantal qui s'est donnée la mort ce lundi 1<sup>er</sup> septembre 2025, jour de rentrée scolaire, après avoir été la cible d'insultes et de menaces homophobes pendant des mois. Caroline était harcelée depuis 2023 du fait de son orientation sexuelle et même menacée de mort au sein de l'école où elle exerçait.

Nous attendons que toute la lumière soit faite sur les responsabilités mais nous tenons à rappeler ici et dans toutes les instances que notre employeur à l'obligation de protéger ses agents et qu'un déplacement (comme cela est souvent proposé) n'est pas la solution, n'est pas une reconnaissance ni une réparation du préjudice.

Nous avons besoin de médecine du travail, de temps pour permettre aux collègues de décompresser quand ils et elles vivent des situations difficiles et d'un soutien indéfectible de l'administration qui passe par l'écoute, l'accompagnement, la protection, la réparation.